Débats des Communes

QUATRIÈME SESSION—SEPTIÈME PARLEMENT

DISCOURS DE SIR JAMES GRANT, M.P.

SUR

LE BUDGET

OTTAWA, 9 AVRIL 1894.

Sir JAMES GRANT: Eu égard à la portée immense de cette question, à son union intime avec les progrès de notre jeune pays, et encore plus, à l'audition des discours profonds qui ont été prononcés des deux côtés de la Chambre, par des hommes qui ont vieilli au service de leur pays, j'aborde cette question avec beaucoup d'hésitation. Mais en me rappelant l'importance de la question, et jugeant qu'il est grandement désirable que tous ceux qui ont à cœur les intérêts de leur pays, se prononcent sur cette question même, je profite de cette occasion pour dire quelques mots.

Je suis convaincu,—et il y a longtemps que je nourris cette conviction—je suis convaincu, dis-je, que, pour un jeune pays comme le Canada, ayant d'immenses ressources inexploitées, il est absolument nécessaire, pour la prospérité du peuple, que ses intérêts soient franchement protégés. Nous vivons à côté d'un grand pays, d'un pays qui, déjà puisamment riche, possède, en outre, des ressources énormes, d'un pays qui marche à grands pas dans la voie des progrès modernes. Nous avons été témoins de l'avancement rapide de ce pays, et si nous ne voulons pas rester en arrière, il importe que nous concentrions nos forces de manière à lutter contre la capacité remarquable de production manufacturière et agricole de ce pays. Ils ont en leur faveur le climat; ils ont les ressources. Leur population se compose en grande partie d'une agglomération d'étrangers venus de diverses parties du monde, qui, par leur activité, ont élevé cette grande république à la position éminente qu'elle occupe maintenant parmi les nations de la terre. L'enfance de notre pays exige, non seulement une influence protectrice, mais une influence défensive, et cette influence a commencé à s'exercer, en 1878, lorsque, par le vote presque unanime du peuple, lorsqu'il fut décidé que, désormais, les ressources du Canada, et les travaux, et la richesse, et la force de notre peuple cesseraient d'être déposés, comme un tribut, aux pieds de la grande république américaine. L'instinct de la conservation personnelle est une règle générale imposée par la nature et pour cette raison, je crois qu'il est excessivement important que nos industries soient protégées. Et je suis on ne peut plus heureux et content, d'apprendre que nos hommes publics, après considération attentive, pleine et entière, ont accepté la responsabilité de donner au peuple du Canada, par leurs efforts patriotiques et d'hommes d'Etat, un degré de protection qui, tout en ne pesant pas d'une manière exagérée sur le peuple, protège toutefois ses travaux et place le pays dans une position qui lui est absolument nécessaire pour sa prospérité. On a accordé ce qu'il fallait, sans équivoque.

Quinze années se sont écoulées depuis que notre grand vieux chef, parlant dans le district de la Baie de Quinté, annonçait au peuple de ce pays que, après avoir donné à cette question la plus sérieuse considération, il prétendait qu'il était absolument nécessaire d'inaugurer une politique destinée à surmonter toutes ces difficultés contre lesquelles le peuple avait alors à lutter. Cette politique était une politique de protection. Et je demanderai à tout homme de bon sens s'il n'est pas évident que, durant ces quinze années, les ressources du pays se sont développées d'une manière très remarquable? Nos industries ne sont-elles pas prospères? Nos manufacturiers n'ont-ils pas atteint un degré élevé de prospérité? Notre population n'est-elle pas heureuse et satisfaite? Nos artisans et travailleurs ne reçoivent-ils pas un salaire justement rémunérateur? Un homme qui a étudié sérieusement la politique et ses résultats me dira-t-il que l'explication donnée par le ministre des Finances, dans l'admirable exposé financier qu'il a fait l'autre jour, n'est pas une revue sommaire, et saisissante de la situation, qui mérite d'être applaudie par le peuple du Canada, depuis Vancouver jusqu'à Halifax? Dans tous les branches d'industries, nous voyons les gens activement employés, et nous avons grandement lieu de nous féliciter des résultats. Le capitaliste trouve à placer avantageusement son argent. Nous savons parfaitement que, à moins d'avoir une politique saine et solide, les capitalistes ne placeront pas leur argent dans des entreprises industrielles. La politique préconisée par nos amis

1894
(96)

de l'opposition, depuis un grand nombre d'années, a été tellement changeante, qu'ils paraissent eux-mêmes ne plus savoir où ils en sont. Nous avons vu l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) nous tracer le tableau le plus fantaisiste possible de la réciprocité absolue. Après lui, vint l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton) qui a appuyé la même idée. En troisième lieu, survint l'honorable député de Queen (M. Davies, I.P.-E.), qui voudrait avoir—ainsi qu'il dit—le traité de réciprocité le plus large possible, en conformité de l'indépendance commerciale et virtuelle du Canada. C'est une condition à large marge, mais au fond que signifie cela? Que signifie l'indépendance pour le peuple canadien? Nous savons parfaitement bien que si nous arrivions à l'indépendance, nous n'y demeurerions pas longtemps, mais que nous serions promptement absorbés par les Etats-Unis. Arrive ensuite l'honorable député de Brant-sud (M. Paterson), qui voudrait avoir le commerce le plus libre possible avec les Etats-Unis, pourvu que cela s'accorde avec la dignité et l'honneur, et la stabilité des deux pays.

Que désire l'honorable député de Bothwell (M. Mills)? Il veut un revenu des douanes. Comment arriver à concilier tout cela? Les gens du Canada qui veulent placer leur argent, ici, le placeront-ils sous un régime politique aussi vaguement défini et aussi incertain? Soyez bien convaincus que c'est cette incertitude qui a laissé ces honorables messieurs dans l'ombre, et que c'est la même cause qui a réellement retardé les progrès du pays, à raison de leur influence sur leurs partisans. Le temps est venu de préciser nos mouvements. Comme l'a dit Salluste: Réfléchissez longuement sur ce que vous devez faire, et quand vous aurez pris une décision, agissez en conséquence. Telle a été la doctrine du parti conservateur pendant bien des années, au Canada, et c'est ce qui lui a valu les succès qu'il a remportés partout. Ceux qui ont parcouru le pays, en tous sens, comme je l'ai fait, depuis longtemps, devraient savoir apprécier les résultats de cette politique. Il n'y a pas longtemps, je me rendais à la côte du Pacifique, accompagné de lord Derby, et me trouvant là, pour la deuxième ou troisième fois, je pouvais juger des progrès opérés dans le pays. Je n'ai pu me défendre d'admirer les progrès qui s'accusaient de tous côtés. Des cités, des villes, des villages surgissaient de toute part, et toutes les industries paraissaient prospérer. Me dira-t-on que ce n'est pas là une preuve de prospérité dans le pays? Nous devons considérer les efforts du peuple d'abord, et les résultats de ces efforts, et lorsque le pays nous fournit des preuves de progrès et de prospérité de ce genre, nous devrions être franchement satisfaits de la politique qui a si bien réussi aux mains du parti conservateur. Voulez-vous avoir une preuve évidente de la prospérité du pays? Vous la trouverez dans les tableaux du commerce avec l'étranger, spécialement, en établissant un parallèle entre les rapports de 1878 et ceux de 1893. Notre commerce d'exportations et d'importations, l'année dernière, s'est élevé à une valeur de $247,-638,629, contre $172,405,545. en 1878. N'est-ce pas là du progrès? Je crois que ces chiffres ne rendent pas l'idée complète des changements considérables qui ont eu lieu, car nous savons que la valeur des produits a considérablement changé. Il est évident qu'en quinze années, de grands changements ont dû se produire dans le pays. Nous constatons ces changements, non seulement ici, mais ailleurs également, et les hommes publics du Canada ont dû proportionner leurs revenus et leurs efforts aux progrès du siècle dans lequel ils vivent. Les circonstances de jadis qui exigeaient une politique différente ont disparu, et nous devons adopter une politique plus énergique et plus vigoureuse pour le temps présent, comme l'a fait le ministre des Finances à cette session.

Il y a d'autres entreprises commerciales sur pied. Nous savons qu'il s'établit en ce moment un commerce interprovincial et provincial qui doit puissamment contribuer au développement du commerce général du pays.

L'honorable député qui a proposé l'amendement nous a dit, en termes éloquents, qu'à tout prendre, notre progrès commercial se réduit à peu de chose et est comparativement insignifiant. Les faits corroborent-ils cette prétention? Loin de là. S'il en était ainsi, comment expliquerait-on qu'en 1878, il a suffi de $29,811,834 en billets du Canada et en billets de banque, pour la transaction des affaires du pays, tandis qu'il en a fallu $51,921,906, en 1893, pour les mêmes fins. L'escompte dans les banques était de $124,888,560 en 1878 et de $226,000,000 en 1893; ce qui n'empêche pas l'opposition de prétendre qu'il y a un peu d'amélioration dans les affaires du pays. Les chiffres que je viens de citer donnent-ils raison aux adversaires du gouvernement? Au contraire, ils prouvent que depuis quinze ans, il s'est accompli des progrès sans précédents dans toutes les branches du commerce d'un bout à l'autre du Canada, et malgré cela, on n'en continue pas moins à nous faire des descriptions désespérantes et à tout nous montrer sous les couleurs les plus sombres.

Si les affaires du pays ont très peu augmenté, comment se fait-il qu'en 1893, elles aient nécessité la mise en circulation d'une somme de $226,000,000? N'est-il pas consolant de voir que la politique nationale a non seulement augmenté le commerce intérieur du pays, mais a aussi accru notre commerce avec l'Angleterre, qui trouve aujourd'hui une concurrence redoutable dans les Etats-Unis. Ce fait seul a porté les Canadiens, qui, tout en chérissant leur pays et leurs foyers, aiment aussi la mère-patrie, à se mettre à l'œuvre avec plus d'énergie que jamais, pour prouver qu'ils ont pleine confiance dans le pouvoir qui les protège, et qu'ils sont capables d'accomplir seuls leurs destinées.

Nos exportations en Angleterre étaient de $45,-941,539 en 1878 et de $64,080,493, en 1893: nos importations qui étaient de $37,431,180 en 1878, se sont élevées à $43,148,413, en 1893.

Les honorables députés de la gauche nous disent souvent que le tarif, dans son ensemble, pèse plus sur les importations d'Angleterre que sur celles des Etats-Unis. Ce reproche est-il fondé? Que constate-t-on en étudiant la question? On constate qu'environ 40 pour 100 des produits que nous importons des Etats-Unis, sont admis en franchise, tandis que pour les produits importés d'Angleterre, cette proportion n'est que de 25 pour 100. La prétention de la gauche est donc insoutenable. Plus on étudie, plus on scrute les libéraux, plus on découvre clairement la fausseté des déclarations qu'ils ne cessent de faire au peuple.

On constate aussi un accroissement commercial avec les Antilles et avec l'Australie, et il m'a fait plaisir d'entendre le ministre de l'Industrie et du Commerce exprimer sa conviction que notre commerce avec ce dernier pays va devenir très considé-

rable, et, pour ma part, j'en suis aussi intimement convaincu.

Lorsque j'ai lu l'intéressante conférence de l'honorable député de Bruce-nord (M. McNeill), donnée à Londres et plus récemment au Canada, sur la question du commerce entre les colonies, ce qu'il appelle commerce préférentiel, on peut être certain que j'ai partagé tous les sentiments qu'il a exprimés.

Il est indiscutable que c'est de ce côté qu'il nous faut chercher l'expansion de notre commerce, puisqu'on élève une muraille de Chine, entre nous et les Etats-Unis, et qu'on rend tout commerce avec ce pays presque impossible, à moins que le bill Wilson n'apporte des modifications importantes dans le tarif.

Nous savons ce qu'a fait le tarif McKinley, et ce que nous en avons souffert. J'ai été heureux d'apprendre par le discours de l'honorable député de Bruce-nord que, non seulement les colonies-sœurs commencent à s'éveiller à l'importance d'un commerce préférentiel entre elles, mais que, même en Angleterre, où une crise sérieuse sévit actuellement, cette idée gagne du terrain tous les jours.

Le jour n'est pas éloigné où les différentes colonies anglaises devront étudier sérieusement, à fond, l'opportunité de commercer avec celles d'entre elles qui seront disposées à le faire, aux conditions les plus larges, les plus généreuses et les plus étendues, ce qui augmenterait la puissance et rehausserait le prestige de l'Empire. Je crois que l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) partage aussi les opinions de mon honorable ami sur le commerce intercolonial; car, dans son amendement, il demande que le tarif soit remanié de manière à nous donner un commerce plus libre avec le monde entier, mais surtout avec l'Angleterre et les Etats-Unis. En rédigeant ce paragraphe, il a dû avoir un œil sur le papier et l'autre, sur l'honorable député de Simcoe-nord (M. McCarthy), dont il connaît les idées. Il existe une espèce d'influence magnétique entre eux, et je suis certain que cette influence s'est fait sentir au moment de la rédaction de ce paragraphe, afin de lui attirer le plus grand nombre d'adhérents possible.

J'ai lu et relu cet amendement, mais je n'ai pu y trouver un seul mot au sujet de la réciprocité illimitée, ou de l'union commerciale, projets que l'honorable député a si éloquemment préconisés à différentes reprises.

Nous avons modifié notre tarif ; pourquoi cette modification était-elle nécessaire ? Parce qu'il nous faut être à la hauteur des circonstances et marcher avec le temps. Si nous n'avions pas fait les changements proposés, nous serions en arrière de notre temps. L'honorable ministre des Finances a donné les raisons des changements apportés. Il a considérablement réduit pour les cultivateurs les droits sur les instruments aratoires et, quant au fil d'engerbage, le pétrole et autres articles de cette nature, les prix en sont considérablement modifiés.

La population désirait des changements et le gouvernement les a accordés. Pourquoi ? Parce que le pays progresse, ses travaux augmentent, la richesse matérielle ajoute à sa prospérité, et il est possible, aujourd'hui, de prélever un revenu suffisant, sans recourir à des taxes excessives, et c'est pour ces raisons que le ministre des Finances a adopté la politique de progrès qu'il nous a exposée dans son discours sur le budget.

On prétend qu'en principe, les articles de nécessité devraient être admis en franchise, et pourquoi pas le thé et le sucre ? Les classes ouvrières ont autant de droit que les classes plus aisées aux commodités de la vie, et c'est pour cela que ces articles sont mis à leur portée, à bas prix. On peut remarquer cette tendance d'un bout à l'autre du tarif.

Il y a cependant un article de ce tarif que j'aimerais voir modifier, et l'honorable ministre des Finances m'excusera, si j'ose lui donner un conseil, —je veux parler des droits sur les livres et la littérature. Je considère que dans un jeune pays comme le Canada, l'esprit a autant de droit que le corps à une nourriture à bon marché.

On développe les muscles avec du bœuf, mais pour développer l'activité intellectuelle, il faut de la bonne littérature et, dans un pays comme le nôtre, qui atteint aux plus hauts degrés de l'activité intellectuelle, qui possède dans toutes les carrières, dans les sciences et la littérature, des hommes éminents, qui nous font une réputation à l'étranger, il n'est que juste que dans nos écoles, nos collèges, nos universités, la littérature ne soit pas taxée.

Je ne veux pas imposer ma manière de voir à l'honorable ministre des Finances, mais j'espère qu'il reconsidèrera la question, qu'il arrivera à une solution satisfaisante pour moi et pour ceux que je représente ; car, je le répète, je suis d'opinion que le Canada, qui est un jeune pays, devrait laisser entrer les livres en franchise et j'espère que le ministre des Finances se rendra à ma demande, avant que le tarif soit définitivement adopté par cette Chambre.

Il y a encore une autre question que je désire traiter, et elle touche de très près à la question financière.

En écoutant l'éloquente réponse de l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) au discours du ministre des Finances sur le budget, j'ai été suspris au delà de toute expression, en entendant parler ainsi un homme d'une si grande culture littéraire, un homme si bien connu dans tout le Canada, un homme qui s'est distingué, il y a déjà des années, sur ce côté-ci de la Chambre qu'il a abandonné pour des raisons que je n'ai pas à donner ici. Je suis convaincu qu'au plus profond de son for intérieur, depuis qu'il s'est séparé de son parti, il n'a jamais été entièrement satisfait, car il n'a jamais obtenu aucun succès.

Dans ce pays, quand un homme appartient à un parti, il doit étudier à fond la politique et les tendances de ce parti, et lorsqu'il est convaincu qu'il a raison, il doit agir pour le mieux de son pays, sans permettre à des questions d'intérêt personnel de le faire dévier du droit sentier, car il ne doit pas avoir sa personnalité en vue : l'intérêt du pays doit primer toute autre considération.

Dans le chef de la l'opposition, je vois un homme hautement respecté dans tout le Canada, un chef de la grande race française dans ce pays, cette race qui, au point de vue historique et à tous les autres points du vue, a tant fait pour le progrès du Canada, soit dans le parti de la réforme, soit dans le parti conservateur. Je considère la nationalité française comme faisant partie intégrante du pays au même degré que la race anglo-saxonne, et je ne doute pas qu'elle continuera à coopérer avec nous comme par le passé, qu'elle se tiendra en phalange serrée, saura toujours se mettre au-dessus des considérations personnelles et travaillera de toutes ses forces à l'avancement matériel et à la prospérité de notre commune patrie.

Je vois aussi devant moi l'honorable député de Bothwell (M. Mills), que sir John Macdonald aimait

à appeler l'Erskine May du parti réformiste. J'ai été surpris de l'entendre, à plusieurs reprises, recourir à des arguments, pour appuyer des théories commerciales qu'il sait ne pas convenir au Canada. Il me fait l'effet de ces philosophes raisonneurs, doués de beaucoup de talents et d'une grande habileté ; il peut occuper une chaire de droit, il s'est fait une belle position dans cette Chambre, il est toujours écouté avec attention et intérêt ; mais d'un autre côte, je ne crois pas que ses discours philosophiques sur la politique apportent beaucoup de force à son parti, qui pourra peut-être, un jour, occuper les bancs du Trésor, après lesquels nos adversaires soupirent depuis si longtemps.

Je veux parler d'une grande industrie intimement liée aux recettes du pays, et relevant du ministère de la Marine et des Pêcheries.

Nos pêcheries sont une source de richesses inexploitées, et comme la question intéresse le revenu du pays et concerne le commerce, je profite de cette occasion pour faire quelques remarques au sujet de cette grande industrie.

C'est un fait reconnu, en Angleterre, aujourd'hui, que sa marine marchande et ses marins ont puissamment contribué à lui acquérir la position éminente et enviable qu'elle occupe, peut-être plus qu'aucune autre industrie du royaume. Il en est de même du Canada, car sans vouloir comparer les deux pays, nos 58,000 ou 70,000 pêcheurs, qui vivent sur la mer, contribuent beaucoup à notre réputation, et c'est à eux que nous devons la gloire d'être la quatrième puissance maritime du monde.

Il reste beaucoup à faire pour nos pêcheries, soit d'eau douce, soit d'eau salée. Je sais que notre morue, notre maquereau, notre hareng ne fréquentent pas, heureusement, comme d'autres poissons, les eaux chaudes des Etats-Unis. Je ne prétends pas que les honorables députés de l'opposition désirent l'annexion, parce qu'ils ont exprimé une opinion contraire, et je ne doute pas qu'ils admirent le caractère britannique, tout autant que les députés de la droite ; mais je dis que la politique qu'ils poursuivent ne peut pas les conduire à la victoire.

Il nous reste aussi beaucoup à faire pour notre marine marchande. Nous savons ce que nos pêcheurs ont fait. Nous savons que M. Robin et Cie, de Jersey, ont acquis une fortune de plusieurs millions, en exploitant habilement les pêcheries du bas du Saint-Laurent. Il y a là place pour des centaines d'industriels, et ces pêcheries, au lieu de produire annuellement $19,000,000 comme à présent, pourraient donner deux et trois fois plus en quelques années. Nos pêcheries sont abondantes et fructueuses.

J'ai eu le plaisir de visiter les vastes pêcheries de saumon sur la côte du Pacifique, où il y a six variété de saumons et où on en prend des quantités prodigieuses.

Les honorables députés de la gauche prétendront-ils que ces pêcheries ne nous sont pas une source de revenu ? L'an dernier, la ville de New-Westminster n'a-t-elle pas retiré plus d'un million et demi de ces pêcheries seulement ? Il y a quelque temps, j'ai rencontré un monsieur d'Angleterre qui avait visité la côte du Pacifique et qui me disait : les pêcheries sur les côtes et en pleine mer de ce pays, qui sont encore tout à fait inexploitées, seront une immense source de richesses pour le Canada.

Nos pêcheries d'eau douce, dans les lacs et les rivières, sont presque libres pour la population et fournissent une quantité presque illimitée de provisions alimentaires. S'imagine-t-on que cette pêche resterait longtemps libre sous le régime du libre-échange ? Avec le libre-échange, il faudrait taxer toutes les industries et prélever un impôt direct sur les ouvriers, les cultivateurs et sur toute la population. On ne pourrait pas faire la moindre transaction dans le cours ordinaire des affaires, sans contribuer au revenu, comme cela se pratique en Angleterre, aujourd'hui. La taxe directe, en Angleterre, a atteint un tel chiffre, que les hommes les plus sages du pays se préoccupent de savoir s'il ne vaudrait pas mieux changer de politique fiscale. Nous savons tous ce que le libre-échange a fait en Angleterre : les fabricants étrangers vendent leur produits sur ses marchés et les fabricants anglais sont incapables de lutter. Lorsque Cobden et Bright introduisirent le libre-échange en Angleterre, le monde n'était pas ce qu'il est aujourd'hui.

Par philantropie et générosité, les fabricants anglais permirent à leurs concurrents de l'Europe et d'ailleurs d'étudier leur outillage, et comme conséquence, nous avons vu des rails fabriqués sur le continent, être vendus en Angleterre et même à la Colombie Anglaise, comme un honorable député de cette province nous l'a expliqué, il y quelques jours. Les temps sont changés depuis l'adoption du libre-échange en Angleterre. Les fabricants du continent peuvent construire des machines et fabriquer d'aussi bons produits que ceux de l'Angleterre, et grâce au bas prix de la main-d'œuvre dans ces pays, ils sont en état de vendre à meilleur marché que les fabricants anglais.

Le libre-échange n'a pas été un succès en Angleterre, et il pourrait encore bien moins réussir ici. Je crois que le temps n'est pas éloigné où nous verrons les hommes publics anglais entreprendre de modifier leur politique fiscale : il n'est pas impossible qu'ils adoptent des changements dans le genre de ceux que l'honorable député de Bruce-nord (M. McNeill) a exposés là et ici.

Il est vrai que, dans un pays aussi étendu que le Canada et possédant de si énormes ressources, il est presque impossible pour un seul homme de se rendre maître de la question ; mais nous apprenons tous les jours et nous perfectionnons toutes les branches de notre gouvernement. Durant les quelques années que le ministre actuel de la Marine et des Pêcheries a été à la tête de ce ministère, des progrès considérables ont été faits. Il n'y a que très peu de temps, on a fait venir ici un homme d'Angleterre. Le professeur Prince était recommandé par lord Kelvin, comme une des meilleures autorités d'Angleterre, et il a été pendant plusieurs années le coopérateur actif du professeur Mackintosh lui-même, une des plus grandes autorités du monde entier sur les poissons. Depuis l'arrivée du professeur Prince au Canada, qu'est-ce qui a été fait ? De grands changements ont eu lieu dans nos pêcheries, et il s'en fera de plus grands encore. Il a découvert où il était absolument nécessaire de faire des changements, afin d'épargner le fretin et d'augmenter ainsi considérablement nos pêcheries canadiennes. J'espère que le jour n'est pas éloigné où nous aurons ici une station biologique, afin d'étudier l'histoire de la vie de nos poissons, tout comme on le fait en Angleterre et dans les autres pays de l'Europe, et je crois que lorsque nous aurons un semblable département, l'on pourra faire encore beaucoup plus. Doit-on croire que toute notre science doit être dirigée vers le perfectionnement

de l'agriculture, ou à des expériences sur les matières qui servent à la nourriture ? Nous savons tous ce que la science a fait pour les cultivateurs, et nous devrions faire précisément la même chose pour nos pêcheries, qui constituent un élément précieux pour la nourriture de notre peuple.

Je n'ai aucun doute que le gouvernement prendra bientôt en considération l'opportunité d'établir ici une station biologique, afin d'apprendre à conserver notre poisson et à connaître l'histoire de sa vie.

L'honorable député de l'Ile du Prince-Edouard (M. Davies), nous a dit, il y a quelques jours, que le peuple de sa province souffrait de ce qu'il appelle une espèce d'atrophie commerciale. Il est heureux pour nous que les députés des provinces maritimes ne nous montrent pas d'atrophie musculaire. Je sais que les gens qui viennent de ces provinces sont doués d'une haute intelligence et d'une grande force physique. Nous sommes toujours contents de les avoir avec nous, mais le plaisir serait beaucoup plus grand, si quelques-uns d'eux, comme l'honorable député dont je parle, voulaient nourrir d'autres idées que celles qu'ils expriment en cette Chambre. Ne savons-nous pas que l'Ile du Prince-Edouard, durant les dernières années, a fait d'immenses progrès? Il y a aujourd'hui, dans cette île—je ne sais quelle quantité—des pêcheries de homard en plus grande quantité qu'il y a quelques années ; et les gens instruits cherchent maintenant les moyens de préserver le homard et les huîtres, et d'augmenter leur reproduction. Il n'y a pas de raison pour que nous n'ayons pas autant de succès dans nos pêcheries qu'on en a obtenu en Ecosse, où, par suite de l'étude historique de la vie du saumon, on a réussi à rendre les pêcheries aussi abondantes qu'elles l'étaient il y a trente-cinq ou quarante ans.

On entend souvent dire que le peuple canadien prend plus de poisson qu'il n'en a absolument besoin. Il n'y a pas encore longtemps, on a pris au moins 10,000 saumons, qu'on n'a pu utiliser, dans la rivière Fraser. N'est-ce pas un gaspillage, auquel, je l'espère, le ministère mettra un terme par de sages règlements ?

Je désire encore parler d'une ou de deux autres questions, au sujet de nos ressources maritimes. Nous avons une immense étendue de pêcheries qui, si nous y faisons attention comme je n'en ai pas de doute qu'on le fera avant longtemps, est destinée à rapporter un énorme revenu au pays. Je veux parler des pêcheries du nord de Terreneuve, près de la Baie d'Hudson. Que font les Américains dans ces eaux ? L'égrefin, le maquereau et la morue pêchés sur nos côtes, le sont surtout par des pêcheurs américains. Ces ressources importantes de revenu sont négligées par nos pêcheurs, dont plusieurs préfèrent se livrer à la pêche du homard. Le fait est que nous n'avons que 55,000 pêcheurs ; tandis que l'Ecosse qui est toute petite en a 50,000. Nos pêcheries pourraient être doublées. Ne serait-ce pas une augmentation de notre revenu ? Les pêcheurs de Grimsby et de Leith se rendent maintenant aux îles froides de Faroe, vers l'Islande, et font très bien ; tandis que nos gens possèdent des eaux poissonneuses au nord, avec d'importantes pêcheries, qu'ils peuvent développer et augmenter ainsi le revenu.

Il y a vingt-cinq ans, la valeur totale de nos pêcheries maritimes se montait à six ou six millions et demi de dollars, sans compter Terreneuve, qui produisait de quatre à quatre millions et demi de dollars. Cette valeur est maintenant trois fois plus considérable. Nos pêcheries nous rapportent annuellement dix-huit ou dix-neuf millions de dollars ; tandis que celles de l'Angleterre, du pays de Galles et de l'Ecosse rapportent vingt-six ou vingt-sept millions de dollars. Le maximum de prises et le minimum de risques pour les pêcheries devraient être et sont certainement aujourd'hui ce dont s'occupe le ministère de la Marine et des Pêcheries.

La Baie d'Hudson est encore une autre source de revenus. Elle est le rendez-vous de ces espèces de grosses baleines, que les baleiniers estiment beaucoup savoir : la " baleine blanche ", et la baleine à " tête recourbée ". La pêche de la baleine, dans les eaux canadiennes, est surtout faite par les Américains. Le premier navire américain qui est allé à la Baie d'Hudson dans ce but, est "l'Antelope", une barque de 340 tonneaux, commandée par George Taber, en 1861. Elle revint avec 1,500 barils d'huile et 24,000 livres de fanon de baleine. Depuis cette date, un ou deux baleiniers anglais se sont rendus chaque année à la Baie d'Hudson et en sont revenus chaque fois avec près de 10,000 livres de fanon de baleine, sans compter l'huile. Le fanon de baleine est très apprécié aujourd'hui, car il vaut $5 la livre, de sorte que ces baleiniers ont dû réaliser en moyenne $50,000 chaque fois qu'ils sont allés dans la Baie d'Hudson. Il ne faut donc pas nous étonner que nos voisins américains aiment à visiter ces eaux. On dit que le gouvernement russe exige une licence de $700 par saison des baleiniers qui vont dans la Mer Blanche, qui n'est pourtant pas *mare clausum* comme l'est la Baie d'Hudson. Je crois qu'il est grand temps pour le peuple de ce pays d'entreprendre de développer ces grandes ressources maritimes, et d'augmenter les richesses de nos pêcheries. Je ne blâme pas le ministre de la Marine et des Pêcheries de n'avoir pas entrepris ces travaux avant aujourd'hui, parce qu'il faudra dépenser des sommes considérables, faire certaines explorations et déterminer certaines propriétés, avant que ces pêcheries puissent être utilisées. Je crois que nous avons un avenir brillant ; et en dépit des tristes pressentiments de l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright), nous n'aurons rien à craindre, une fois que toutes nos ressources seront développées. Nous avons dans la Baie d'Hudson une mer intérieure presque aussi grande que la Méditerrannée, ayant des milliers de milles de longueur, sur 600 milles de largeur, abondant en capelan que l'on dit servir de nourriture à la morue. Il y a quelques jours, j'ai aussi appris de la part d'un homme qui avait été dans cette région qu'il pensait qu'il existait là de riches pêcheries de morue. Pas moins de trente rivières se déchargent dans cette grande Baie d'Hudson. L'une d'elles, la Nelson, est aussi large que le Mississipi, et sur chacune de ses rives magnifiques, il y a des champs fertiles. Elle contient beaucoup de poisson. Toutes ces ressources ne sont-elles pas d'une immense valeur pour notre avenir ?

M. Ogilvie, qui nous a fait une description intéressante du nord de notre pays, dans une des dernières livraisons du " Canadian Magazine," nous a dit qu'en passant par la Baie d'Hudson, il avait vu de magnifiques minerais d'or ; et le professeur Bell, qui est peut-être celui qui a le plus étudié ce pays, déclare qu'il existe là de très beaux spécimens de minerais d'or. On y a aussi découvert d'excellent charbon anthracite et de lignite, et de riches forêts qui deviendront certainement d'une grande utilité au

pays. Avec toutes ces ressources, pourquoi ne developpe t-on pas le territoire de la Baie d'Hudson? Ce serait tout à l'avantage du pays, et les cultivateurs du Nord-Ouest surtout en bénéficieraient, eux qui sont obligés de vendre leur blé à des prix tellement bas, qu'ils ne peuvent réaliser aucun bénéfice. Est-ce la faute du gouvernement? Non; cela est dû au fait que la production du blé du monde entier dépasse la demande. Quant à la Baie d'Hudson, nous savons qu'il y a quelques années, le gouvernement a accordé une charte libérale pour y construire un chemin de fer, parce qu'il comprenait l'opportunité d'ouvrir ce grand territoire au commerce. Quand ce chemin de fer sera construit, comme je l'espère, dans un avenir prochain, Winnipeg sera aussi près de Liverpool que l'est Montréal. La distance entre Winnipeg et Liverpool sera alors réduit de 1,400 milles; et quand cela aura été fait, le prix du blé des cultivateurs du Nord-Ouest augmentera; car les meilleures autorités disent que le chenal de la Baie d'Hudson est ouvert pendant quatre mois et demi de l'année. La grande vallée de la Saskatchewan y trouvera aussi un débouché pour ses produits; et quand cette route sera ouverte au commerce, le développement de cette grande vallée se fera d'une manière certaine et rapide.

Nous savons que Winnipeg n'était encore que dans l'enfance quand le parti conservateur lui a donné des moyens de communication avec le monde entier.

Ce n'était encore que le fort Garry, un petit poste de commerce. Qu'est-il aujourd'hui? Une ville possédant tous les avantages de la civilisation, des rues magnifiques, de beaux édifices, des maisons d'éducation, et une population prospère. Cependant, nous voyons quelquefois cette population tourner le dos au parti conservateur qui lui a donné la prospérité dont il jouit aujourd'hui.

En parlant de la Baie d'Hudson, je crois que la ville d'Ottawa elle-même sera au nombre des premières villes qui auront à en bénéficier. Il se construit actuellement un chemin qui aura bientôt cent milles de terminés, et qui augmentera beaucoup la richesse de cette ville, parce qu'il contribuera à développer des ressources et des richesses qui dépassent les espérances du peuple.

La ville de Toronto a aussi son chemin de fer jusqu'à Sudbury, et je suis certain que les capitalistes de cette ville auront, avant longtemps, un raccordement avec la Baie d'Hudson, le long de la rivière, qui est désignée comme le terminus de ce chemin de fer. Nous pouvons donc avoir une idée de l'avenir de ce grand terminus, qui est aujourd'hui un pays presque inconnu. J'ai pleine confiance que les hommes qui sont chargés de l'administration des affaires du pays, montreront le même esprit de progrès qu'ils ont montré dans le passé, et que nous vivrons assez longtemps, pour voir le développement de ces territoires, qui seront la gloire du gouvernement et aideront considérablement aux intérêts de la confédération. Les cultivateurs du Nord-Ouest retireront de grands avantages de l'ouverture de cette route. Quelques personnes qui vivent dans ce pays, me disent que les cultivateurs y sont probablement quelque peu mécontents, et pourquoi? Parce qu'ils ne peuvent pas vendre leur blé assez cher. Que peut-on reprocher au gouvernement à ce sujet? Il a distribué parmi eux, l'année dernière, 15,000 échantillons des différents grains. Il leur a donné des instructions sur la manière de cultiver leur sol, et d'engraisser leurs bestiaux, et de fait, il leur a enseigné comment augmenter leurs richesses et les revenus du pays.

M. LANDERKIN: Ecoutez! écoutez!

Sir JAMES GRANT: Puisque l'honorable député me dit: "Ecoutez! écoutez!" il me permettra de lui faire remarquer que c'est depuis les deux dernières années, que la science agricole a fait le plus de progrès, en Canada, sous la direction du professeur Robertson, qui est le chef de la ferme expérimentale à Ottawa. C'est lui qui a enseigné aux cultivateurs la manière de cultiver les grains destinés à la nourriture des animaux, pendant l'hiver, dans notre pays si froid.

Quelques VOIX: Oh!

Sir JAMES GRANT: Froid pendant l'hiver, mais non pas toute l'année.

Certaines gens disent que c'est un pays froid Je dis que non. Pendant les mois d'hiver, les cultivateurs peuvent utiliser leur temps à engraisser leurs animaux, à élever leurs volailles et à manufacturer du beurre et du fromage. De cette manière, ils peuvent exercer leur intelligence, pendant toute l'année, au profit de l'agriculture, au lieu de se reposer trois ou quatre mois de l'année, comme ils le faisaient autrefois. Quelle est la conséquence de cela? Nos produits, par leur amélioration, par leur pureté, et par l'augmentation de leur valeur, commandent les plus hauts prix sur le marché anglais. Nous savons que l'Angleterre importe environ pour £10,000,000 de jambon et de viande fumée, chaque année; et il n'est pas improbable que le Canada soit appelé à fournir une partie considérable de ce montant. Qu'a-t-on fait de notre fromage? Il tient aujourd'hui le premier rang sur le marché anglais. On rapporte, de bonne source, qu'un boucher de Londres a réalisé $1,000,000, par la vente de notre premier bœuf canadien, comme étant le meilleur bœuf anglais. Voilà une des raisons pour lesquelles j'ai insisté si fortement sur l'établissement, en Angleterre, de dépôts où nos produits seront cotés à leur valeur, afin qu'ils puissent être connus, comme étant des produits canadiens, quand on les offrira en vente sur les marchés de la mère-patrie. M. Liphon, de Londres, qui possède notre fromage géant, a 90 étaux, dans différentes parties de cette ville, et il détaille, chaque semaine, environ 275 tonneaux de thé seulement. Il a entrepris d'exposer notre fromage géant, dans différentes villes de l'Angleterre, ce qui lui a occasionné $15,000 de dépenses; et l'on me permettra de dire que ce fromage est pour le Canada, ce que sont les pyramides pour l'Egypte, seulement qu'il est beaucoup plus nutritif. La colonie du Canada a, sans doute, fait des progrès remarquables, et ces progrès ont commencé avec le parti conservateur. Cependant, on nous dit que le parti conservateur est devenu un parti fossile, qui ne fait rien pour les cultivateurs du pays. J'aimerais connaître où l'histoire du Canada peut nous montrer un corps d'hommes qui ont plus fait pour le pays.

On nous dit que le pays n'est pas prospère. L'une des meilleures preuves de sa prospérité, c'est le crédit dont il jouit chez les banquiers du monde entier. Le Canada occupe un rang élevé dans le monde financier, ses débentures valent plus que jamais, et son crédit est indiscutable, en dépit de ce que *l'Economist* de Londres et les honorables députés de

la gauche ont pu dire pour le décrier. Je regrette qu'un député qui connait le Canada aussi bien, qui a vécu ici depuis son enfance, qui connait parfaitement bien la position et les besoins de notre peuple, se lève ici en cette chambre, à chaque session, comme le fait l'honorable député d'Oxford-sud, (sir Richard Cartwright), et cherche à prétendre que le peuple de ce pays est sur les bords de la ruine et de la misère, dans une colonie qui est à la tête des colonies anglaises. Je ne désire pas retenir la Chambre plus longtemps ; mais qu'on me permette de dire, en terminant, que nous devons en remercier l'Angleterre, car c'est elle qui, d'après une autorité américaine, a établi des colonies aux quatre coins du globe, et qui a toujours veillé aux intérêts du Canada, ce qui nous a permis, à raison de nos relations avec elle, d'obtenir la haute position que nous possédons aujourd'hui. J'ai entendu avec orgueil et satisfaction les observations faites par le ministre des Finances, et je crois que l'exposé budgétaire qu'il a présenté à la Chambre, pris dans son ensemble, est, par lui-même, une preuve de grands progrès. De concert avec nos intelligents contrôleurs, qui, de temps à autre, sont allés dans différentes parties du pays, il a discuté toute la question avec les cultivateurs, les ouvriers, les mécaniciens et tous ceux qui sont intéressés au bien-être du pays. Après s'être assuré des sentiments du peuple, lui et ses compagnons, après avoir jugé de la position, ont préparé et présenté à cette Chambre un tarif, qui sera certainement approuvé avec plaisir par le peuple, comme il l'a déjà été par les meilleurs journaux du Canada, dans toutes les parties de la confédération. Quant à moi, ce sera avec le plus grand plaisir que je donnerai à ces messieurs mon plus cordial et mon plus libéral appui.